



La CFE-CGC n'appelle pas à rejoindre la manifestation du 10 septembre 2025.

Pour la CFE-CGC, appeler ses adhérents et sympathisants à rejoindre une manifestation, ou un mouvement social en général nécessite : d'avoir des revendications à faire valoir ; d'avoir des propositions à négocier pour régler les problèmes à l'origine du conflit.

Rien de cela n'est présent dans cet appel aux origines nébuleuses et aux exigences baroques. Qui plus est pollué par une récupération politique conjoncturelle.

Pour autant, on ne peut pas méconnaître le mécontentement général et la fatigue des Français, maltraités par des dirigeants qui leur font payer les conséquences des politiques dont ils sont les victimes. Depuis des années, nous ne cessons de le répéter à un pouvoir idéologue et aveugle dont le seul objectif, désormais, est de disqualifier les organisations syndicales comme corps intermédiaire représentatif et compétent pour préserver les grands équilibres de notre démocratie sociale en danger.

Le budget présenté par François Bayrou marque une étape supplémentaire dans la destruction du lien de confiance entre les Françaises et les Français et leurs élites dirigeantes sensées prendre des décisions au nom de l'intérêt collectif et d'une vision fédératrice et ambitieuse de notre pays.

L'actuel premier ministre recycle dans sa proposition autant de mesures inefficaces économiquement et attentatoires au pouvoir d'achat des fonctionnaires et des salariés du privé. Rien n'est questionné sur l'échec patent de la « politique de l'offre » qui vide les caisses depuis 15 ans, appauvrit les français et ne produit aucun effet économique positif.

Cet exécutif ne comprend pas qu'en plafonnant les droits sociaux des classes moyennes ou en appliquant des mesures discriminatoires, comme la dégressivité des allocations chômage, il épuise la motivation de l'encadrement. Or, ce sont les cotisations des techniciens, des agents de maîtrise et des cadres qui « solvabilisent » le modèle social français. Cette fameuse « générosité » du système dont se prévalent les politiques pour l'abimer et qui repose en fait sur le transfert financier inter catégoriel au sein des différents régimes.

Comment, dans ces conditions, conserver intactes la motivation et l'engagement de celles et ceux dont le métier est de prendre des responsabilités dans le collectif de travail, de rendre compte et de garantir des résultats sur leurs compétences et leur implication. Les agents de la fonction publique, enfin, n'ont pas à être les victimes expiatoires de l'austérité budgétaire. La précarité salariale qu'ils subissent depuis 30 ans est intolérable.

Ainsi, cette proposition de budget est définitivement inacceptable et la CFE-CGC n'hésitera pas à rejoindre tout mouvement social organisé par les syndicats dès l'instant que les conditions énumérées en préambule seraient réunies.